3 ème chambre civile - RG : 15/6475

République Française
Au nom du Peuple Français

COUR D'APPEL DE DOUAI

TROISIEME CHAMBRE

ARRÊT DU 08/09/2016

N° MINUTE : 16/656

N° RG : 15/06475

**Ordonnance de référé (N° 15/001112) rendue le 29 Septembre 2015
par le tribunal de grande instance de Lille**

**Ordonnance de référé (N° 15/00313) rendue le 15 Septembre 2015 par
le tribunal de grande instance de Lille**

REF : CA/CL

APPELANTS

Madame I C

née le
ayant élu domicile chez son conseil Me Clément
7 av. J.B. Lebas
59100 Roubaix

représentée par Me Clément, avocat au barreau de Lille

Monsieur G V

né le
ayant élu domicile chez son conseil Me Clément
7 av. J.B. Lebas
59100 Roubaix

(bénéficie d'une aide juridictionnelle totale numéro du 12/04/2016
accordée par le bureau d'aide juridictionnelle de Douai)

Monsieur L B

né le
ayant élu domicile chez son conseil Me Clément
7 av. J.B. Lebas
59100 Roubaix

Monsieur S C

né le
ayant élu domicile chez son conseil Me Clément
7 av. J.B. Lebas
59100 Roubaix

(bénéficie d'une aide juridictionnelle totale numéro du 12/04/2016
accordée par le bureau d'aide juridictionnelle de Douai)

Madame E C épouse C

née le
ayant élu domicile chez son conseil Me Clément
7 av. J.B. Lebas
59100 Roubaix

Madame F H

née le
ayant élu domicile chez son conseil Me Clément
7 av. J.B. Lebas
59100 Roubaix
(bénéficiaire d'une aide juridictionnelle totale numéro
accordée par le bureau d'aide juridictionnelle de Douai)

du 12/04/2016

Madame R C épouse C

née le
ayant élu domicile chez son conseil Me Clément
7 av. J.B. Lebas
59100 Roubaix

Monsieur D C

né le
ayant élu domicile chez son conseil Me Clément
7 av. J.B. Lebas
59100 Roubaix

Monsieur P

né le
ayant élu domicile chez son conseil Me Clément
7 av. J.B. Lebas
59100 Roubaix
(bénéficiaire d'une aide juridictionnelle totale numéro
accordée par le bureau d'aide juridictionnelle de Douai)

du 12/04/2016

Madame Z D épouse D

née le 29 Janvier 1967 en Roumanie
ayant élu domicile chez son conseil Me Clément
7 av. J.B. Lebas
59100 Roubaix

(bénéficiaire d'une aide juridictionnelle totale numéro
12/04/2016 accordée par le bureau d'aide juridictionnelle de Douai)

du

Madame P C épouse C

née le
ayant élu domicile chez son conseil Me Clément
7 av. J.B. Lebas
59100 Roubaix

(bénéficiaire d'une aide juridictionnelle totale numéro
12/04/2016 accordée par le bureau d'aide juridictionnelle de Douai)

du

Monsieur Z C
né le
ayant élu domicile chez son conseil Me Clément
7 av. J.B. Lebas
59100 Roubaix

(bénéficiaire d'une aide juridictionnelle totale numéro du 12/04/2016
accordée par le bureau d'aide juridictionnelle de Douai)

Madame T L épouse M
née le
ayant élu domicile chez son conseil Me Clément
7 av. J.B. Lebas
59100 Roubaix

(bénéficiaire d'une aide juridictionnelle totale numéro du
12/04/2016 accordée par le bureau d'aide juridictionnelle de Douai)

Monsieur I M
né le
ayant élu domicile chez son conseil Me Clément
7 av. J.B. Lebas
59100 Roubaix

(bénéficiaire d'une aide juridictionnelle totale numéro du 12/04/2016
accordée par le bureau d'aide juridictionnelle de Douai)

Monsieur L M
né le
ayant élu domicile chez son conseil Me Clément
7 av. J.B. Lebas
59100 Roubaix

(bénéficiaire d'une aide juridictionnelle totale numéro du
27/10/2015 accordée par le bureau d'aide juridictionnelle de Douai)

Représentés et assistés par Me Norbert Clément, avocat au barreau de LILLE

INTIMÉE

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU NORD pris en la personne de son Président,
domicilié en cette qualité audit siège**
ayant son siège social 51 rue Gustave Delory, Hôtel du Département
59000 Lille

Représenté par Me Eric Laforce, avocat au barreau de Douai

Assisté de Me Benjamin Roche, avocat au barreau de Paris

DÉBATS à l'audience publique du 09 Juin 2016 tenue par Cécile André magistrat chargé d'instruire l'affaire qui a entendu seul les plaidoiries, les conseils des parties ne s'y étant pas opposés et qui en a rendu compte à la Cour dans son délibéré (article 786 du Code de Procédure Civile).
Les parties ont été avisées à l'issue des débats que l'arrêt serait prononcé par sa mise à disposition au greffe.

GREFFIER LORS DES DÉBATS : Fabienne Dufossé

COMPOSITION DE LA COUR LORS DU DÉLIBÉRÉ

Benoît Mornet, Président de chambre
Cécile André, Conseiller
Sara Lamotte, Conseiller

ARRÊT CONTRADICTOIRE prononcé publiquement par mise à disposition au greffe le 08 Septembre 2016 (date indiquée à l'issue des débats) et signé par Benoît Mornet, Président et Fabienne Dufossé, greffier, auquel la minute a été remise par le magistrat signataire.

ORDONNANCE DE CLÔTURE DU : 3 mai 2016

Par acte du 3 mai 2015, le Conseil Départemental du Nord a fait assigner L B , A G , G V , R M , S C , V C , I C , S G , Z C , E - C C et T M devant le juge des référés du Tribunal de Grande Instance de Lille aux fins de voir ordonner leur expulsion d'un terrain lui appartenant situé à l'intersection des boulevards Pasteur et Carnot à Lille.

Les défendeurs ainsi que les intervenants volontaires ont soulevé l'incompétence du juge judiciaire en soutenant que le terrain litigieux ne relevait pas du domaine public. Subsidiairement ils ont sollicité des délais pour quitter les lieux.

Par ordonnance du 15 septembre 2015, le juge des référés du Tribunal de Grande Instance de Lille a :

- déclaré irrecevable l'intervention volontaire à l'instance de M V , F G , I H , E C , M R , D C , M C , J H , F H , C V , F V , F V , C G , R C , D C , G C , C D , G D , P D , Z D , P C , I M , L M , S C et S C ;
- constaté dès lors que leurs demandes d'admission au bénéfice de l'aide juridictionnelle provisoire est sans objet ;
- rejeté l'exception d'incompétence (le terrain relevant du domaine public routier) ;
- constaté que L B , A G , G V , R M , S C , V C , I C , S G , Z C , E - C C et T M occupent sans droit ni titre la route départementale 651, sous l'autopont et dans l'espace adossé à la rampe de l'ouvrage qui franchit le carrefour Pasteur et la bretelle de sortie du même carrefour, c'est à dire à l'intersection des boulevards Pasteur et Carnot à Lille ;
- dit que les voies et leurs annexes, appartenant au Conseil Départemental du Nord devront être libérées dans un délai de trois mois à compter de la signification de la présente décision et à défaut, ordonne l'expulsion de L B , Ancuta G , G V , R M , S C , V C , I C , S G , Z C , E - C C et T M au besoin avec l'assistance de la force publique et l'évacuation de tous les matériels, véhicules et autres objets mobiliers leur appartenant ;
- débouté les parties du surplus de leurs demandes ;
- met les dépens à la charge de l. B , A G , G V , R M , S C , V C , I C , S G , Z C , E - C C , T M , M V ,

F G , I H , E C , M R , D C ,
M C , J H , F H , C V , F V , F ,
V , C G , R C , D C , G C , C
D , G D , P D , Z D , P
C , I M , L M , S C , et S C .

Cette décision a été rectifiée par ordonnance du 29 septembre 2015, précisant ainsi que l'acte introductif d'instance le demandait, qu'il était ordonné l'expulsion des défendeurs et celle de "tous occupants de leur chef (à savoir les personnes logées du chef de ces derniers)".

G V , L B , L C épouse B , I
C S , C , E C épouse C , F H ,
R C épouse C , D C , P D , Z ,
D épouse D , P C épouse C , Z C ,
T L épouse M , I M et L M ont formé appel
de ces deux décisions par déclaration du 3 novembre 2015.

Aux termes de leurs conclusions signifiées le 12 février 2016, ils demandent à la cour de :

A titre principal,

- infirmer l'ordonnance entreprise,
- rejeter l'ensemble des demandes du CONSEIL DEPARTEMENTAL DU NORD ;

A titre subsidiaire,

- allouer aux concluants un délai d'un an pour quitter les lieux ;

En tout état de cause,

- condamner le CONSEIL DEPARTEMENTAL DU NORD à verser au Conseil des concluants la somme de 500 euros par appelant sur le fondement de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 et de l'article 700 du code de procédure civile ;
- condamner le CONSEIL DEPARTEMENTAL DU NORD aux dépens.

Ils exposent qu'ils occupent le terrain depuis l'année 2013, que leurs conditions de vie bien que précaires répondent à leurs besoins fondamentaux en l'absence de perspectives d'hébergement et que la plupart de leurs enfants sont scolarisés.

Ils reprochent au juge des référés d'avoir statué sur la requête en omission par une ordonnance du 29 septembre 2015 sans les avoir entendus ni appelés, violant ainsi le principe contradictoire, ce qui justifie l'annulation de cette décision.

Ils maintiennent que le terrain n'appartient pas au domaine public routier, et n'en est pas une dépendance ou un accessoire, de sorte que seul le juge administratif est compétent pour statuer sur la demande d'expulsion. Si toutefois la cour estimait que le terrain appartient au domaine routier, ils font valoir que l'article L116-1 du code de la voirie routière ne constitue pas une exception au principe de la compétence du juge administratif en matière de litige relatif à l'occupation du domaine public et ne concerne que les infractions pénales.

Sur la recevabilité de l'intervention volontaire en première instance, ils exposent que ces personnes vivent toutes sur le terrain litigieux ainsi que le démontre la liste complète établie par l'AREAS, et qu'elles ont donc intérêt à défendre.

Sur la demande d'expulsion, ils demandent à la cour de procéder à un examen de proportionnalité entre les différents droits et libertés fondamentaux en présence. Ils font valoir que l'expulsion de leur logement les plongerait dans une situation très précaire fragilisant considérablement et de manière disproportionnée leur situation désormais

stabilisée. Ils soutiennent que l'expulsion ne répond ni à un danger sanitaire avéré et imminent, ni à un risque caractérisé pour les personnes concernées.

Subsidiairement, ils soutiennent que le terrain constitue leur domicile, que leurs enfants sont scolarisés à proximité, et que leur expulsion interromprait cette scolarité ; que par ailleurs aucun projet d'aménagement des lieux n'est rapporté par le CONSEIL GENERAL DU NORD ; que leur demande de délai d'un an pour quitter les lieux est bien fondée.

Par ses conclusions signifiées le 6 avril 2016, le CONSEIL DEPARTEMENTAL DU NORD demande à la cour de :

In limine litis,

- déclarer irrecevable la demande visant à voir prononcer la nullité de l'ordonnance du 29 septembre 2015 ;

Sur le fond,

- dire et juger que l'ordonnance du 29 septembre 2015 n'est entachée d'aucune irrégularité ;

- confirmer les ordonnances rendues les 15 et 29 septembre 2015 en toutes leurs dispositions ;

En conséquence et dans tous les cas,

- débouter les appelants de l'ensemble de leurs demandes, fins et prétentions ;

- condamner in solidum les appelants à lui verser la somme de 4.000 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile ainsi qu'aux dépens.

Il soutient que la demande en nullité de l'ordonnance du 29 septembre 2015 est irrecevable faute d'avoir saisi le Conseiller de la mise en état de cette prétention, en application de l'article 914 du code de procédure civile. Au fond, il fait valoir que le juge des référés a statué sur sa requête en omission en application de l'article 462 du code de procédure civile, estimant qu'il n'était pas nécessaire d'appeler les parties à l'audience, et qu'aucun grief n'est rapporté par les appelants qui ont pu présenter devant le premier juge les observations qu'ils jugeaient utiles.

Il affirme qu'il est propriétaire des routes départementales 670 et 651, et que la parcelle visée est un accessoire du domaine public routier, accessible par une voie en macadam, participant à l'affectation de la circulation ; que par ailleurs l'article L116-1 du code de la voirie routière entraîne la compétence du juge judiciaire pour prononcer l'expulsion des occupants sans droit ni titre d'une dépendance du domaine public routier départemental, ainsi que l'a confirmé le tribunal des conflits dans sa décision du 8 décembre 2014.

Il observe que l'occupation illicite n'est pas contestée par les appelants, ni leur entrée par voie de fait, et que leur maintien constitue un trouble manifestement illicite qu'il convient de faire cesser en urgence ; que le procès-verbal de constat établi le 12 février 2015 met en évidence le danger pour la salubrité et la sécurité des personnes que constitue cette occupation. Il ajoute que la protection du droit de propriété, principe à valeur constitutionnelle, est supérieure à la possibilité de disposer d'un logement décent.

Il s'oppose à tout délai, observant que les appelants ont de fait bénéficié de plus de trois années pour quitter les lieux sans justifier de diligences pour se reloger. Enfin, il rappelle que la parcelle occupée permet l'accès aux véhicules d'intervention d'urgence.

SUR CE :

Sur la nullité de l'ordonnance rectificative du 29 septembre 2015

L'appel interjeté étant relatif à une ordonnance de référé, la procédure applicable est celle prévue à l'article 905 du code de procédure civile qui ne prévoit pas l'intervention d'un magistrat de la mise en état. C'est à tort que le CONSEIL DEPARTEMENTAL DU NORD soutient que la demande de nullité serait irrecevable pour n'avoir pas été présentée devant le magistrat de la mise en état.

Le tribunal de grande instance a été saisi sur requête par le CONSEIL DEPARTEMENTAL DU NORD sur le fondement de l'article 463 du code de procédure civile pour rectifier une omission de statuer. Cet article prévoit que le juge statue après avoir entendu les parties ou celles-ci appelées, or il ne résulte pas des mentions du jugement que les défendeurs aient été entendus, appelés, ou même aient simplement eu connaissance de la requête. La violation du principe contradictoire a pour conséquence la nullité de l'ordonnance du 29 septembre 2015.

Sur la recevabilité des interventions volontaires en première instance

S'agissant de la recevabilité de l'intervention volontaire de M V, F G, I H, E C, M R, D C, M C, I H, F H, C V, F V, C G, R C, D C, G C, C D, G D, P D, Z D, P C, I M, L M, S C et S C devant le juge des référés, il est soutenu que ces personnes occupent également le terrain.

Il est produit une liste établie le 6 juillet 2015 par l'association AREAS selon laquelle ces personnes nommément énumérées sont toutes occupantes du terrain susvisé, et sont connues de cette association.

Il résulte de ce document qu'elles ont qualité et intérêt en tant qu'occupantes du terrain dont il est demandé l'expulsion, à défendre à l'instance initiée par le Conseil Départemental du Nord. Toutefois, certains d'entre eux sont intervenus volontairement en leur nom personnel mais aussi "ès qualités de représentants légaux de leurs enfants mineurs", or l'identité de ces enfants ne figure pas sur la liste établie par l'AREAS et leur filiation avec les intervenants n'est pas non plus justifiée. Il n'y a pas lieu d'accueillir leur intervention ès qualités.

Il convient donc de réformer l'ordonnance et de déclarer recevable l'intervention volontaire de M V, F G, I H, E C, M R, D C, M C, J H, F H, C V, F V, F V, C G, R C, D C, G C, C D, G D, P D, Z D, P C, I M, L M, S C et S C.

Enfin, l'acte d'appel a été formé entre autres appelants par L C épouse B alors qu'elle n'était pas partie en première instance, n'ayant été ni assignée, ni intervenante volontaire. Il n'est pas précisé en quelle qualité elle serait recevable à former appel. En conséquence il y a lieu de déclarer irrecevable cet appel. Les mêmes motifs doivent conduire à déclarer irrecevables les conclusions prises au nom de certains des appelants ès qualités de représentants légaux de leurs enfants mineurs, ainsi que l'absence de preuve du lien de filiation de ces enfants avec les appelants.

Sur la compétence du juge judiciaire

Le terrain litigieux se situe sur la route départementale 651, propriété du CONSEIL DEPARTEMENTAL DU NORD, sous l'autopont adossé à la rampe de l'ouvrage, à l'intersection des boulevards Pasteur et Carnot ; il est accessible par une voie en macadam. Le CONSEIL DEPARTEMENTAL DU NORD affirme sans être contredit par des éléments probants que cette parcelle permet l'accès aux véhicules d'intervention d'urgence. Les photographies jointes au procès-verbal établi par huissier de justice le 12 février 2015 confirment cette situation dont il résulte que le terrain est un accessoire indispensable de la voie de circulation appartenant au Département, c'est-à-dire du domaine public routier en application des articles L 2111-1, 2111-2 et 2111-14 du code général de la propriété des personnes publiques.

Or, aux termes de l'article L 116-1 du code de la voirie routière, "La répression des infractions à la police de la conservation du domaine public routier est poursuivie devant la juridiction judiciaire sous réserve des questions préjudicielles relevant de la compétence de la juridiction administrative". Le Tribunal des conflits a confirmé par sa décision n°3971 du 8 décembre 2014 qu'il résultait de ces dispositions que l'expulsion des occupants sans titre de dépendances du domaine public routier ressortait à la compétence des juridictions judiciaires.

En conséquence le juge des référés s'est exactement déclaré compétent pour connaître de la demande d'expulsion présentée par le CONSEIL DEPARTEMENTAL DU NORD. L'ordonnance du 15 septembre 2015 sera confirmée sur ce point.

Sur la demande d'expulsion

Le procès-verbal de constat dressé le 12 février 2015 expose que 23 cabanons sommaires en matériaux divers recouverts de bâches et douze caravanes anciennes sont installés sur le terrain, qu'une importante quantité de déchets, immondices et objets divers s'amoncellent sur plusieurs mètres, et qu'environ 25 adultes et une trentaine d'enfants vivent sur les lieux.

L'occupation sans droit ni titre de la parcelle propriété du CONSEIL DEPARTEMENTAL DU NORD n'est pas contestée et elle constitue un trouble manifestement illicite.

Ce campement est situé aux carrefours de boulevards urbains, où la circulation automobile est très dense, ce qui présente un danger réel notamment pour les enfants des occupants. Selon les articles de presse produits par les appelants, un incendie est survenu le 2 juin 2015, vraisemblablement provoqué par l'usage de réchauds à gaz à proximité de matériaux facilement inflammables, au cours duquel un enfant a trouvé la mort. L'accès des secours est également rendu malaisé par les installations et baraquements installés de façon anarchique.

Les conditions de vie des occupants sont très précaires et l'amoncellement de détritus met en évidence un risque sur le plan sanitaire.

Le danger pour la sécurité des occupants et de leur famille et pour leur salubrité caractérise en l'espèce un dommage imminent. L'unique moyen de le prévenir est d'ordonner leur expulsion. Cette mesure protégeant le droit de propriété n'est pas disproportionnée par rapport au droit au respect de la vie privée et familiale consacré par l'article 8 de la CEDH en considération des dangers précités caractérisés et de

l'illicéité de l'installation.

En conséquence, l'ordonnance du 15 septembre 2015 sera confirmée en ce qu'elle a ordonné l'expulsion des défendeurs sauf à ajouter que les occupants de leur chef seront également concernés par la mesure, ainsi que le demande le CONSEIL DEPARTEMENTAL DU NORD.

Sur la demande de délais

Les appelants ont de fait largement bénéficié de délais du fait de l'appel, l'exécution de l'ordonnance n'ayant pas été mise en œuvre au cours de la procédure. Toutefois afin de favoriser la recherche d'une solution d'hébergement, il convient de leur accorder un délai de deux mois à compter de la signification du présent arrêt pour quitter les lieux.

Sur les dépens et l'article 700 du code de procédure civile

Les appelants, qui succombent en leur recours, seront condamnés aux dépens d'appel et l'ordonnance sera confirmée du chef des dépens de première instance.

En équité, la demande formée par le CONSEIL DEPARTEMENTAL DU NORD au titre de l'article 700 du code de procédure civile sera rejetée. La demande formée par les appelants sur le fondement de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 sera également rejetée.

PAR CES MOTIFS :

Déclare irrecevable l'appel principal formé par L _____ C _____ épouse B _____ ;

Déclare irrecevables les conclusions prises aux noms de G _____ V _____, E _____ C _____, D _____ C _____, Z _____ D _____, Z _____ C _____ et I _____ M _____, en qualité de représentants légaux de leurs enfants mineurs ;

Prononce la nullité de l'ordonnance rectificative rendue le 29 septembre 2015 par le juge des référés du tribunal de grande instance de Lille ;

Confirme en toutes ses dispositions l'ordonnance rendue le 15 septembre 2015 par le juge des référés du tribunal de grande instance de Lille à l'exception de la recevabilité des interventions volontaires et du délai octroyé pour libérer les lieux ;

La réforme de ces chefs et, statuant à nouveau,

Déclare recevable l'intervention volontaire devant le juge des référés de M _____ V _____, F _____ G _____, I _____ H _____, E _____ C _____, M _____ R _____, D _____ C _____, M _____ C _____, J _____ H _____, F _____ H _____, C _____ V _____, F _____ V _____, F _____, V _____, C _____, G _____, R _____ C _____, D _____ C _____, G _____ C _____, C _____, D _____, G _____ D _____, P _____ D _____, Z _____ D _____, P _____ C _____, I _____ M _____, L _____ M _____, S _____ C _____ et S _____ C _____, en leurs noms personnels ;

Déclare irrecevable l'intervention volontaire devant le juge des référés de M _____ C _____ épouse V _____, I _____ H _____, E _____ C _____, R _____ C _____, P _____ D _____, P _____ C _____, C _____ V _____, F _____ V _____, en qualité de représentants légaux de leurs enfants mineurs ;

Dit que les voies et leurs annexes (route départementale 651, sous l'autopont et dans l'espace adossé à la rampe de l'ouvrage qui franchit le carrefour Pasteur et la bretelle de sortie du même carrefour, c'est à dire à l'intersection des boulevards Pasteur et Carnot à Lille), appartenant au Conseil Départemental du Nord, devront être libérées dans un délai de deux mois à compter de la signification de la présente décision ;

Y ajoutant,

Dit que l'expulsion de L B , A G , G V , R
M , S C , V C , I C , S
G , Z C , E -C C et T M des voies et de
leurs annexes, appartenant au Conseil Départemental du Nord, s'étend à tous occupants
de leur chef ;

Déboute le CONSEIL DEPARTEMENTAL DU NORD de sa demande au titre de
l'article 700 du code de procédure civile ;

Déboute les appelants de leur demande au titre de l'article 37 de la loi du 10 juillet
1991 ;

Condamne G V , L B , I C , S C ,
E C épouse C , F H , R C épouse C ,
D C , P D , Z D épouse D , P
C épouse C , Z C , T L épouse M , I
M et L M aux dépens d'appel.

Le Greffier,

Le Président,

F. DUFOSSÉ

B. MORNET